

## **2<sup>ème</sup> édition des Journées portes ouvertes du BIT à la presse, aux universitaires et à la société civile - Dakar, 26 octobre 2006**

### **Le travail décent, un nouvel agenda pour l'Afrique**

Invité à venir présenter à Dakar l'ouvrage (1) dont il a dirigé la rédaction, le révérend Dominique Peccoud, conseiller pour les affaires socio-religieuses du BIT, a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de s'approprier l'Agenda du Travail Décent afin de combiner harmonieusement la défense des droits de l'homme avec le progrès économique. « Le travail décent n'est pas un luxe. Il se rapporte à l'espoir de tous d'accéder à un travail productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine. Ce qui fait de l'agenda du travail décent un enjeu de développement », a-t-il déclaré.

Le père Peccoud, 60 ans, un jésuite vivant en communauté à Genève, intervenait dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> édition des Journées Portes ouvertes organisée par le Bureau Sous Régional de l'OIT pour le Sahel à Dakar (BSR/Dakar) destinées à mobiliser la presse, les universitaires et la société civile dans le combat contre toute forme de discrimination et, notamment, le travail des enfants. « C'est un homme de conviction religieuse qui a su mettre ensemble des leaders d'opinion venant d'horizons très divers afin de réintroduire la dimension spirituelle dans le travail ainsi que sa valeur morale, ce qui est maintenant accepté par toute la communauté internationale», a rappelé le directeur du BSR/OIT - Dakar, Mohamed Ali ould Sidi en introduisant la journée.

Entré dans la Compagnie de Jésus à 19 ans, après une scolarité scientifique et musicale (il est prix de violoncelle du conservatoire de Chambéry et détenteur d'une thèse en informatique), cet ecclésiastique entrepreneur a assuré pendant sept ans la direction des études de Sainte-Geneviève (Versailles), puis douze ans la direction de l'École supérieure d'agriculture de Purpan (Toulouse). Après avoir initié la création de nombreuses pépinières d'entreprises, il a rejoint le secrétariat permanent de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) où il officie, depuis 1999, comme conseiller spécial du Directeur général du BIT, Juan Sumavia.

Sur la mise en place par le BIT d'un Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD) incorporant en raison du caractère tripartite de l'organisation les besoins de ses mandants, à savoir les gouvernements, les employeurs et les syndicats, il a expliqué devant la trentaine de participants parmi lesquels des professeurs d'université, des représentants religieux et de journalistes que l'agenda du travail décent avait l'objet de choix bien précis selon des critères déterminés. Le terme « travail » a ainsi été préféré à « emploi », parce qu'un minimum de garanties et de respect des droits fondamentaux peuvent être exigés partout, y compris en Afrique, « sans qu'il soit besoin d'attendre qu'une économie se formalise ! », a-t-il insisté en réponse à une question.

Quant à la dignité, c'est une donnée intrinsèque à la nature humaine, alors que « décence » se réfère, selon lui, à la reconnaissance et à l'expression de valeurs partagées à un moment donné dans l'histoire d'un pays. L'accent devrait ainsi être davantage mis en Afrique sur les formes sociales d'entreprises plutôt que capitalistiques « qui ne sont pas un objectif en soi mais seulement un moyen de financement » à cause de l'existence d'un important secteur informel et d'un taux de bancarisation faible qui empêche un accès facile au crédit, a-t-il estimé.

La démarche du BIT n'est pas, selon lui, « de tailler un seul costume de normes au monde entier », mais d'adapter localement les instruments juridiques élaborés sur la base du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1998 ainsi que les dix engagements pris lors du Sommet mondial des Nations Unies pour le développement social organisé à Copenhague en 1995. L'important, c'est que « partout, les libertés publiques doivent être préservées et que l'on s'attaque, une fois pour toute, à l'éradication de maux comme le travail forcé, les pires formes de travail ou les discriminations qu'elles qu'en soient leur origine ou leur manifestation », a-t-il ajouté.

Il a, par ailleurs, déploré le chômage endémique que connaissent nombre de sociétés africaines notant que le travail était « le fuel de la cohésion sociale », mais s'est insurgé contre le fait que certaines théories économiques prônent la mise à la retraite des vieux pour créer des emplois. « C'est une hérésie parce qu'un salarié génère entre 1,75 et 3 pour cent de valeur ajoutée dans l'économie globale par rapport à son salaire », a-t-il fait remarquer. En réponse à plusieurs questions touchant à l'émigration clandestine et au départ en masse de jeunes Sénégalais vers les Canaries, il a demandé une réforme au sein du système des Nations Unies « afin de créer sous l'égide de l'OIT un département traitant spécifiquement de toutes ces questions. L'Organisation Internationale des Migrations (OIM), qui a vu le jour après la deuxième guerre mondiale pour réacheminer les réfugiés, est aujourd'hui sous dimensionnée », a-t-il estimé. Il a également prôné la création d'un fonds spécial qui permettrait aux pays d'accueil, particulièrement dans le cadre d'une émigration sud sud, d'aider ces migrants à se prendre en charge à leur arrivée afin qu'ils puissent très vite devenir productifs.

Concernant la méthodologie qui avait prévalu lors de la « retraite » à laquelle pas moins de 25 contributeurs de toutes les confessions ayant participé à la rédaction de cet ouvrage ont accepté de se rendre, il a raconté comment il leur avait demandé un quart d'heure de silence à l'ouverture des travaux. « Cette méthode est très bénéfique car elle permet d'entrer en communion au lieu de s'affronter, et de faire ainsi ressortir ce que l'on a en commun, pas ce qui divise », a-t-il expliqué. Il a aussi regretté que les leaders politiques des pays riches et les représentants des grandes entreprises qui viennent débattre chaque année au Forum économique de Davos n'aient pas suffisamment pris au sérieux la dimension spirituelle du travail. « J'ai refusé de m'y rendre à la troisième invitation », a-t-il révélé ajoutant qu'il espérait que ce travail collectif soit maintenant élargi à d'autres sujets et qu'il contribue à réunir les différentes traditions de l'Islam grâce au thème fédérateur que constitue l'agenda du travail décent.

Auparavant, le ministre sénégalais de la Fonction publique, du Travail, de l'Emploi et des Organisations professionnelles, Adama Sall, qui siège au conseil d'administration de l'OIT à Genève et avait déjà présidé, l'an dernier, la Journée « Portes ouvertes » du BIT de Dakar consacrée à la protection sociale, avait souligné le côté novateur de cette nouvelle édition qui permet, selon lui, de sceller un pacte avec toutes les traditions religieuses et philosophiques en vue de réconcilier respect des droits de l'homme et croissance économique. « Ce que ce livre nous révèle c'est que créer des emplois, c'est bien mais il faut les créer dans des domaines où l'homme s'épanouit, où il peut vivre dignement », a-t-il déclaré assimilant la démarche de ses auteurs aux efforts du président Abdoulaye Wade pour favoriser le dialogue islamo-chrétien. Il a aussi incité le BIT à mieux faire connaître ses activités en organisant, dès l'an prochain, une exposition à Dakar qui permettra à tous les responsables africains de s'imprégner et de débattre des bonnes pratiques ayant cours partout dans le reste du monde.

**Christine HOLZBAUER (journaliste consultante/Correspondante de La Croix)**